

A l'heure de la mondialisation : « Le capitalisme est entré dans des logiques d'extraction et de destruction »

dimanche 27 avril 2014, par [SASSEN Saskia](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2014).

Pour Saskia Sassen, sociologue à Harvard, les chômeurs radiés, les classes moyennes chassées des centres-villes et les écosystèmes dévastés subissent un même phénomène : l'« expulsion ».

Aujourd'hui à Bilbao, la veille à New York, le lendemain au Royaume-Uni : entre deux avions, Saskia Sassen, professeure de sociologie à l'université Columbia, à New York, discours, débat, provoque. Depuis vingt ans, elle scrute la mondialisation dans toutes ses dimensions – économiques, financières, politiques, sociales et environnementales. Cosmopolite, cette polyglotte née aux Pays-Bas, en 1949, a grandi à Buenos Aires avant d'étudier en France, en Italie et aux Etats-Unis. Elle publie ces jours-ci, aux Etats-Unis, *Expulsions* (Harvard University Press).

Olivier Guez - Dans votre nouveau livre, vous avancez que la mondialisation est entrée dans une phase d'« expulsion ». Qu'entendez-vous par là ?

Saskia Sassen - Ces deux dernières décennies, un nombre croissant de gens, d'entreprises et de lieux physiques ont été comme « expulsés » de l'ordre économique et social. Des chômeurs sont rayés des listes de demandeurs d'emploi. Certains travailleurs pauvres ne bénéficient plus d'aucune protection sociale. Neuf millions de ménages américains ont perdu leur foyer après la crise des subprimes. Dans les grandes métropoles du monde entier, les « classes moyennes » sont peu à peu chassées des centres-villes, désormais hors de prix. La population carcérale américaine a augmenté de 600 % ces quarante dernières années. La fracturation hydraulique des sols pour extraire le gaz de schiste transforme des écosystèmes en désert – l'eau et le sol sont contaminés, comme si on expulsait de la biosphère des morceaux de vie. Des centaines de milliers de villageois ont été délogés depuis que des puissances étrangères, étatiques et privées, acquièrent des terres aux quatre coins du monde : depuis 2006, 220 millions d'hectares, principalement en Afrique, ont été achetés.

Tous ces phénomènes, sans liens manifestes, répondent-ils, selon vous, à une logique unique ?

En apparence, ils sont déconnectés les uns des autres et chacun s'explique séparément. Le sort d'un chômeur radié n'a bien évidemment rien à voir avec celui d'un lac pollué en Russie ou aux Etats-Unis. Il n'empêche qu'à mes yeux, ils s'inscrivent dans une nouvelle dynamique systémique, complexe et radicale, qui exige une grille de lecture inédite. J'ai le sentiment que ces dernières années, nous avons franchi une ligne invisible, comme si nous étions passés de l'autre côté de « quelque chose ». Dans bien des domaines – économie, finance, inégalités, environnement, désastres humanitaires –, les courbes s'accroissent et les « expulsions » s'accroissent. Leurs victimes disparaissent comme des bateaux coulent en haute mer, sans laisser de trace, du moins en surface. Ils ne comptent plus.

Quelle est la différence entre un « exclu » et un « expulsé » ?

L'exclu était une victime, un malchanceux plus ou moins marginal, une anomalie en quelque sorte, tandis que l'expulsé est la conséquence directe du fonctionnement actuel du capitalisme. Il peut être une personne ou une catégorie sociale, comme l'exclu, mais aussi un espace, un écosystème, une région tout entière. L'expulsé est le produit des transformations actuelles du capitalisme, entré, à mes yeux, dans des logiques d'extraction et de destruction, son corollaire.

C'est-à-dire ?

Auparavant, pendant les « trente glorieuses » en Occident, mais aussi dans le monde communiste et le tiers-monde, malgré leurs échecs, la croissance des classes ouvrières et moyennes constituait la base du système. Une logique distributive et inclusive prédominait. Le système, avec tous ses défauts, fonctionnait de cette façon. Ce n'est plus le cas. C'est pourquoi la petite bourgeoisie et même une partie non négligeable des classes moyennes perdent pied. Leurs enfants sont les principales victimes : ils ont respecté les règles du système et fait consciencieusement tout ce qu'il exigeait d'eux – des études, des stages, pas mal de sacrifices – afin de poursuivre l'ascension sociale de leurs parents. Ils n'ont pas échoué et pourtant le système les a expulsés : il n'y a pas assez de place pour eux.

Qui sont les « expulseurs » ?

Je ne parle pas de quelques individus ni même de multinationales obnubilées par leurs chiffres d'affaires et leur cotation en Bourse. Pour moi, il s'agit de « formations prédatrices » : un assemblage hétéroclite et géographiquement dispersé de dirigeants de grandes entreprises, de banquiers, de juristes, de comptables, de mathématiciens, de physiciens, d'élites globalisées secondées par des capacités systémiques surpuissantes – machines, réseaux technologiques... – qui agrègent et manipulent des savoirs et des données aussi composites que complexes, immensément complexes à vrai dire. Plus personne ne maîtrise l'ensemble du processus. La dérégulation de la finance, à partir des années 1980, a permis la mise sur pied de ces formations prédatrices et la clé, ce sont les produits dérivés, des fonctions de fonctions qui démultiplient les gains comme les pertes et permettent cette concentration extrême et inédite de richesses.

Quelles sont les conséquences du paradigme que vous décrivez ?

Amputées des expulsés – travailleurs, forêts, glaciers... –, les économies se contractent et la biosphère se dégrade, le réchauffement du climat et la fonte du permafrost s'accroissent à une vitesse inattendue. La concentration de richesses encourage les processus d'expulsion de deux types : celle des moins bien lotis et celle des super-riches. Eux s'abstraient de la société où ils vivent physiquement. Ils évoluent dans un monde parallèle réservé à leur caste et n'assument plus leurs responsabilités civiques. En somme, l'algorithme du néolibéralisme ne fonctionne plus.

Le monde que vous nous décrivez est très sombre. Vous ne forcez pas un peu le trait ?

Je ne crois pas. Je mets en lumière des phénomènes sous-jacents, encore extrêmes pour certains. Et la logique que je dénonce coexiste avec des formes de gouvernance plus policées et plus sophistiquées. Mon objectif est de tirer la sonnette d'alarme. Nous sommes à un moment de basculement. L'érosion des « classes moyennes », acteur historique majeur des deux siècles précédents et vecteur de la démocratie, me préoccupe particulièrement. Sur le plan politique, c'est très dangereux, on le constate partout dès à présent.

Comment résister à ces formations prédatrices ?

C'est difficile : de par leur nature complexe, ces enchevêtrements d'individus, d'institutions, de réseaux et de machines sont difficilement identifiables et localisables. Cela dit, je trouve que le mouvement Occupy et ses dérivés « indignés », voire les printemps arabes ou les manifestations à Kiev, malgré des contextes sociopolitiques éminemment différents, sont des réponses intéressantes. Les expulsés se réapproprient l'espace public. En s'ancrant dans un « trou » – toujours une grande place, un lieu de passage – et en mettant sur pied une société locale temporaire hypermédiatisée, les expulsés, les invisibles de la mondialisation font territoire. Même s'ils n'ont ni revendications précises ni direction politique, ils retrouvent une présence dans les villes globales, ces métropoles où la mondialisation s'incarne et se déploie. A défaut de viser un lieu d'autorité identifié à leurs déboires – un palais royal, une assemblée nationale, le siège d'une multinationale, un centre de production... -, les expulsés occupent un espace indéterminé symboliquement fort dans la cité pour revendiquer leurs droits bafoués de citoyens.

Aboutissent-ils, selon vous, à quelque chose ?

Si vous les considérez comme des comètes, la messe est dite, en effet. Moi, j'ai tendance à les assimiler à un début de trajectoire, chaque « occupation » constituant une petite pierre. S'agit-il d'un embryon de chemin ? Je ne sais pas. Mais le mouvement des nationalités au XIX^e siècle et le féminisme ont, eux aussi, commencé par petites touches, jusqu'à ce que les cellules disparates finissent par faire leur jonction et former un tout. Ces mouvements finiront peut-être par inciter les Etats à lancer des initiatives globales dans les domaines de l'environnement, de l'accès à l'eau et à la nourriture.

Quel événement pourrait déclencher la « jonction » ?

Une nouvelle crise financière. Elle surviendra, j'en suis certaine. Je passe au crible la finance depuis trente ans : les marchés sont trop instables, il y a trop de données à analyser, trop d'instruments, trop d'argent, l'Occident ne règne plus seul sur les marchés. Je ne sais pas quand cette crise interviendra ni quelle sera son ampleur mais je sens que quelque chose mijote. En fait, nous sentons tous que le système est très fragile.

Entretien avec Saskia Sassen conduit par Olivier Guez

A lire : *Expulsions. Brutality and Complexity in the Global Economy* de Saskia Sassen (Harvard University Press, 280 p.) A paraître le 5 mai 2014.

P.-S.

* Entretien publié dans le quotidien Le Monde en date du 26 avril 2014.